



**Salaires, carrières, emplois,  
conditions de travail, restructurations...**

**TOUS ENSEMBLE LE 6 FEVRIER 2014  
IMPOSONS D'AUTRES CHOIX !**

Le gouvernement s'apprête une nouvelle fois à maintenir en 2014 le gel de la valeur du point d'indice de la Fonction Publique bloquée depuis 2010.

Nos salaires, calculés à partir du point d'indice, ne progressent plus alors que l'inflation continue. Depuis juillet 2007, l'inflation cumulée est de 11%. Sur la même période, la valeur du point d'indice n'a augmenté que de 2%.

**→ Ensemble, exigeons le dégel immédiat de la valeur du point d'indice et le rattrapage de la perte de pouvoir d'achat !**

Pour éviter une grogne trop forte, le gouvernement maintient le pouvoir d'achat des agents par le jeu des avancements d'échelon et de grade ! Cela est non seulement loin de prévaloir pour tout le monde, mais en plus il nie par ce fait la carrière auquel chacun a droit !

**→ Ensemble, exigeons la reconnaissance de nos qualifications et de notre travail !  
Exigeons une véritable carrière !**

Le nombre d'emplois ne cesse de baisser dans nos EPST ! En 2014, le CNRS verra ses effectifs diminuer de 842 agents (102 fonctionnaires et 740 CDD sur subvention d'Etat). L'IRD ne recrutera que 8 chercheurs et aucun ITA. L'IRSTEA (ex CEMAGREF) ne recrutera personne !

**→ Ensemble, exigeons la fin des suppressions d'emplois et des créations de postes partout où cela est nécessaire !**

L'emploi de CDD n'a eu de cesse d'augmenter dans nos établissements. Nous arrivons aujourd'hui dans de telles situations que des équipes/unités de recherche sont parfois constituées majoritairement d'effectifs contractuels ! Sur notre région, nous avons un exemple criant : Le CLEO (Centre pour L'édition Electronique Ouverte) qui a une équipe constituée à 80% de CDD !

La Loi Sauvadet, instaurée pour transformer les CDD d'agents éligibles en CDI ou en emplois statutaires, est dévoyée. Nos établissements désirant limiter tant que possible son application en leur sein, se séparent de plus en plus rapidement des contractuels. Les conséquences de cette politique sont désastreuses pour la qualité des travaux de recherche mais aussi et surtout pour les travailleurs qu'on utilise et qu'on jette !

**→ Ensemble, exigeons un plan de résorption totale de la précarité par la titularisation de tous les contractuels !**

La dégradation des conditions de travail est aujourd'hui une réalité pour bon nombre d'agents, pour ne pas dire tous !

Les effectifs étant de plus en plus réduits, la charge de travail supportée par les agents augmente dépassant de plus en plus les capacités normales de tout un chacun. Les attributions financières pour le développement des travaux de recherche, l'acquisition de matériel...ne suffisent plus !

Le manque de moyen est souvent l'argument pointé pour restructurer, mutualiser des services, demander des postes mutualisés sur plusieurs unités (ex : fédération de mécanique à Marseille).

Depuis plusieurs années, nos établissements développent le recrutement d'handicapés. Cette politique est poussée par le gouvernement qui a donné des objectifs à atteindre, associés à des amendes liées au quantitatif de recrutement spécifique non atteint. La considération du handicap des agents recrutés n'est parfois pas au niveau. Certains attendent du personnel handicapé qu'il fournisse le même travail qu'un agent qui ne l'est pas! C'est inadmissible !

**→ Ensemble, exigeons de meilleures conditions de travail, l'abondement en moyens financiers et humains dans tous les organismes de recherche, une véritable politique de santé au travail et d'action sociale!**

UMRisation des unités, fusions d'unités, créations d'instituts, créations de fédérations, plateformes, services mutualisés... les restructurations ont le vent en poupe.

Les réorganisations structurelles sont imposées aux agents ! Des exemples nous démontrent que « Les décideurs » ont au cœur de leurs décisions leur politique financière. L'intérêt scientifique étant souvent moins considéré. En tout cas, comme c'est le cas dans le cadre du projet de regroupement des neurosciences à Marseille sur la Timone, les agents ne sont pas écoutés ! Au contraire, on les oblige à accepter le projet des « décideurs » en mettant en avant qu'ils porteraient la responsabilité de la destruction des neurosciences à Marseille s'ils n'adhèrent pas !

**→ Ensemble, exigeons de nos directions d'établissement de ne pas nier la qualité de notre communauté scientifique - de l'adjoint technique au chercheur – et de ses capacités à pouvoir élaborer des projets d'avenir pour la recherche publique ! Les choix des décideurs ne peuvent faire l'impasse de l'avis de la communauté scientifique !**

**TOUS ENSEMBLE EN GREVE ET EN MANIFESTATION  
LE 6 FEVRIER 2014**

**10H30 - VIEUX PORT - MARSEILLE**

Un préavis de grève a été déposé par l'UGFF-CGT (Union Générale des Fédérations de Fonctionnaires CGT)